

ACADÉMIE POLONAISE DES SCIENCES  
CENTRE SCIENTIFIQUE À PARIS

CONFÉRENCES  
FASCICULE 114

FRANCISZEK RYSZKA

**LE FASCISME EUROPÉEN  
DIVERSITÉ ET COMMUNAUTÉ**

R  
1  
(83)  
Owl  
1370  
114

PAŃSTWOWE WYDAWNICTWO NAUKOWE  
WARSZAWA

ACADÉMIE POLONAISE DES SCIENCES  
CENTRE SCIENTIFIQUE À PARIS

BULG

Br

1

(RYS)

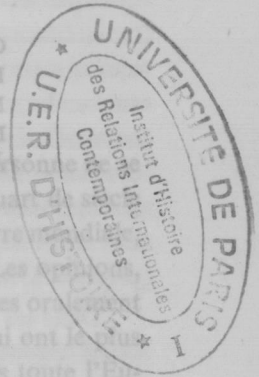
CONFÉRENCES

FASCICULE 114

FRANCISZEK RYSZKA

LE FASCISME EUROPÉEN  
DIVERSITÉ ET COMMUNAUTÉ

(LES PROSPECTIVES DES RECHERCHES COMPARATIVES)



RI  
3666

1977

PAŃSTWOWE WYDAWNICTWO NAUKOWE  
WARSZAWA

col 1370 (114)

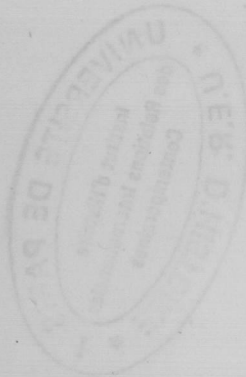
ACADÉMIE POLONAISE DES SCIENCES  
CENTRE SCIENTIFIQUE À PARIS

TABLE 114

CONFÉRENCES

CONFÉRENCE FAITE AU CENTRE SCIENTIFIQUE DE  
L'ACADÉMIE POLONAISE DES SCIENCES, À PARIS PAR  
M. FRANCISZEK RYSZKA, PROFESSEUR À L'INSTITUT  
D'HISTOIRE DE L'ACADÉMIE POLONAISE DES SCIENCES  
À VARSOVIE ET À LA FACULTÉ DES SCIENCES POLITI-  
QUES DE L'UNIVERSITÉ DE WROCLAW

le 23 octobre 1975



PAŃSTWOWE WYDAWNICTWO NAUKOWE

Secrétaire de la Rédaction à Varsovie  
Jeanne Aumiller, Pałac Kultury i Nauki, 2004

Handwritten initials and numbers: '388', 'RZ', '388'.

Handwritten text at the bottom: '(MAM) OFEN 100'.



## I

Lorsque le mot « fascisme » entra dans le vocabulaire politique, personne ne se rendait compte quelles associations des idées y seraient attachées un quart de siècle plus tard. Aujourd'hui, trente ans après l'achèvement de la Seconde Guerre mondiale, le fascisme évoque surtout le crime de génocide et la guerre agressive. Les opinions, confirmées par l'expérience de ceux qui survécurent à la guerre, répandues oralement et rappelées par la littérature, sont demeurées vivantes dans les pays qui ont le plus souffert du fascisme : en Pologne, Yougoslavie, Union soviétique, dans toute l'Europe centrale et orientale.

Le fascisme fut un phénomène européen, paneuropéen ; dans l'Ouest et le Sud de notre continent, partout étaient présentes des organisations et institutions politiques que l'on peut qualifier de fascistes, quoique par bonheur elles n'aient pas conquis ni conservé partout le pouvoir ni imposé leur pouvoir aux autres.

Il ne sera pourtant pas exagéré de dire que le fascisme a bouleversé l'Europe, car c'est à partir du fascisme que « commence » la Seconde Guerre mondiale. On peut réfléchir sur la hiérarchie et l'intensité des relations de cause à effet mais une chose est certaine : la guerre a profondément transformé l'Europe non seulement du point de vue territorial. L'Europe d'après-guerre est toute autre de l'Europe d'avant-guerre que ce ne fut le cas après la Première Guerre mondiale ou après les campagnes de Napoléon.

Laissons de côté les critères d'appréciation et acceptons cette affirmation sans preuves à l'appui, ce qui ne veut pas dire qu'elle doit être prise comme une figure rhétorique. Un raisonnement pronostiqueur — les effets d'un phénomène servant à connaître ses causes — contient bien des risques. Il serait par exemple risqué d'affirmer que « le fascisme créait le status quo européen d'après la Seconde Guerre » mais il serait tout aussi risqué de nier que les mouvements fascistes étaient devenus un catalyseur menaçant du conflit, ne serait-ce que parce que les pays fascistes prévoyaient dans leurs programmes la guerre en tant que moyen de réalisation de leurs buts économiques, politiques et civilisateurs.

Lorsqu'il est question des pays fascistes, on pense surtout au Reich allemand gouverné par le parti hitlérien, à l'Italie de Mussolini, à l'Espagne de Franco, au Portugal de Salazar, mais aussi aux satellites du Troisième Reich pendant la guerre, bien que le régime politique de ces derniers ne se laisse pas ramener à une formule univoque. L'engagement politique et les controverses politiques dans l'Europe capitaliste de l'entre-deux-guerres ont certainement contribué à l'élargissement du sens du terme « fascisme ».

A vrai dire, il tirait son origine première du vocabulaire politique des partis ouvriers révolutionnaires (en particulier avant le VII Congrès du Komintern en 1935), quoique les milieux de la gauche libérale aient eu dans les divers pays européens, la tendance à appeler du nom de « fascisme » tous les groupements et leurs programmes qui proclamaient un nationalisme extrême, le culte des collectivités (surtout : nationales), le mépris de l'individu, l'antiparlementarisme, condamnaient les gouvernements représentatifs, le conservatisme des mœurs et l'opposition aussi bien aux courants intellectuels universels qu'aux courants intellectuels à la mode ou, absolument, aux « primeurs ». En cette version, le « fascisme » allait vers la « barbarie ». Les deux termes n'étaient pas nets avant que la Seconde Guerre mondiale n'ait procédé à une vérification cruelle de la barbarie fasciste.

Dans les opinions d'avant-guerre, le terme « fascisme » restait toujours peu net, car il dépendait de l'attitude de celui qui en parlait, et les attitudes variaient, comme toujours, aussi bien du point de vue effectif que cognitif. Et surtout cela dépendait du definiendum ; car on appelait « fascisme » des phénomènes divers du domaine de la politique : les grands partis modelés sur le prototype italien ou la version allemande « plus perfectionnée », les petits groupes bruyants oeuvrant en marge de la vie politique, les organisations à la mafia mi-criminelles, les milieux non organisés d'intellectuels et de publicistes (il en sera question plus bas), et enfin les « pays fascistes » eux-mêmes où était facile d'identifier la société avec le régime au pouvoir. Comme toujours dans les opinions dominait un raccourci parfois approximatif qui ne correspondait pas à des réalités politiques complexes et différenciées.

Il est vrai que, selon les statistiques, au milieu des années trente un Italien sur dix était membre du PNF ou d'organisations affiliées, et en Allemagne — à la veille de la guerre — la relation était la même pour le NSDAP (avec des principes plus rigoristes d'appartenance à l'organisation) ; on pourrait en déduire la conclusion assez simple que, d'après les statistiques, en Italie un chef de famille sur deux, un peu moins en Allemagne étaient organisés selon le mode fasciste (tel était finalement l'idéal des fascistes dans l'Etat de Mussolini, et bien proche dans l'Etat de Hitler), mais ce serait une conclusion hâtive. Un « Etat fasciste » c'est sa direction, son élite au pouvoir, ses institutions centrales, bien moins — le parti à la tête de l'Etat conformément à la doctrine, car les partis PNF en Italie ou même le NSDAP en Allemagne étaient en réalité une « réserve d'élite ». Je me suis attaché à le prouver (en ce qui concerne le NSDAP) dans mon livre « Państwo stanu wyjątkowego » (Le pays de l'état d'exception, 2e éd. 1974).

Les aspects fonctionnels du fascisme ont été appréciés d'une manière univoque et avec une pénétration frappante dans l'interprétation qu'en a donnée le mouvement ouvrier international, confirmée aussi bien dans les documents que la pratique des partis communistes, en commençant par le parti bolchévique en Russie. Dans le feu de la lutte politique on ne posait pas toujours la question : qu'est-ce donc le fascisme mais on demandait vers quoi tend le fascisme ? Il semblait moins important de savoir de quoi se compose et ce que représente le mouvement ou le parti fasciste (quoique les analyses sociologiques de l'hitlérisme des années trente faites par la littérature soviétique fussent étonnamment justes), que de savoir d'où provenaient et vers quoi tendaient les divers fascismes. Il est vrai qu'il arrivait parfois, surtout au début (c'est-à-dire pendant les années vingt) de définir le « fascisme » comme le synonyme de toute contre-révolution, mais lorsque la grande crise du commencement des années trente eut rendu les divers fascismes plus actifs, on s'aperçut assez vite de leurs particularités. Les tendances belliqueuses des mouvements, des partis fascistes (exprimées dans le si bref mot d'ordre électoral du KPD en 1932 : « Hitler — c'est la guerre ») furent appréciées le plus vite par les communistes, pendant que les idées de l'« apaisement » duraient encore à l'Ouest dans les opinions des adversaires libéraux et conservateurs du fascisme, et que ces idées n'étaient pas étrangères aux milieux social-démocrates.

Mais il faut dire franchement que la construction de la théorie du fascisme n'était pas achevée dans la science marxiste. Dans cette science dominaient de brèves appréciations destinées à des fins politico-instrumentales, indispensables pour armer idéologiquement les partis révolutionnaires mais insuffisantes en tant qu'instrument pour connaître tous les phénomènes historiques, changeant rapidement et présentant des symptômes dramatiques.

Il y eut des essais féconds d'analyses économiques, sociologiques et socio-psychologiques, il y eut enfin des descriptions et des pronostics étonnamment justes, pour ne citer que les oeuvres des savants dont les idées rejoignaient l'interprétation marxiste : « *Escape from Freedom* » d'Erich Fromm (1941) — dans la partie qui concerne la base spirituelle du fascisme allemand ou « *Behemot* » de Franz Leopold Neuman (1942), le premier, et très réussi pour son temps, essai de synthèse de l'hitlérisme. Citons les tentatives assez précoces de comparaison par la description des variétés « nationales » du fascisme, notamment le recueil intitulé « *Internationaler Faschismus* » (1928) rédigé par M. J. Bonn, élaboré par C. Landauer et Honegger, ou « *Der Faschismus in Europa* » (1929) publié par J. Deutsch ; les appréciations qu'elles contenaient ne se sont pas vérifiées, et d'autant moins les pronostics. Ce que l'on avait appelé alors « fascisme », s'est dissipé au moins en partie sans presque laisser d'impression parmi les contemporains ni de trace appréciable dans l'histoire. Ce qui était véritablement menaçant, n'attirait pas l'attention. Il est difficile de s'en étonner. Les pronostics basés sur des observations extensives et superficielles se révèlent décevants (par contre les historiens ne doivent pas devenir mégalomanes, puisqu'ils sont riches de l'expérience du passé — que je conçois comme une étude

scrupuleuse des sources — que n'avaient pas les acteurs ni les observateurs des événements).

Les essais contemporains de comparaison — et je pense aux nombreuses élaborations collectives, principalement dans les pays anglo-saxons quoique avec la participation d'historiens divers — ne peuvent certainement pas satisfaire un lecteur exigeant. La question sur les particularités communes et respectives du fascisme tombe dans le vide si nous ne nous mettons pas d'accord sur les sens de ce terme. D'autant plus si, en résultat de la comparaison de différents « fascismes » nationaux (cela représente l'analyse des mouvements et organisations politiques sous toutes les latitudes) les possibilités ou la volonté manquent pour tirer des conclusions générales. La condition indispensable serait de faire des observations sur le territoire entier de l'Europe de l'entre-deux-guerres, évidemment à l'exception des peuples d'Union soviétique, bien qu'il vaudrait la peine de rappeler que dans les formations politiques de la garde blanche apparaissent, durant les années de la guerre civile, certaines des particularités « fascistes » (ou parafascistes) et que plus tard, en émigration, dans ces milieux persisteront des thèmes politiques qui appartiennent sans appel à ce phénomène.

Mais la condition dont nous parlons n'était pas remplie, en raison de difficultés probablement énormes, dépassant tout simplement les possibilités qu'accorde la pratique des méthodes traditionnelles de l'histoire (étude des sources reposant dans les chancelleries, sondage de l'opinion publique par la presse, interprétation des statistiques d'Etat décrivant les activités économiques et politiques, etc.) et dépendant de l'effort d'une individualité, serait-elle éminente, de chercheur. Ajoutons à cela les difficultés habituelles de communication, à commencer par les barrières linguistiques. Qui se sentirait capable de se mouvoir librement parmi la mosaïque des langues centre-européennes ? Rares sont les chercheurs comme T. Nagy-Talavera (« *The Green Shirts and the Others* », 1973) capables de comparer sérieusement les situations respectives de la Hongrie et de la Roumanie voisines, ce qui ne veut pas dire qu'on doive accepter la conception préliminaire ou les arguments de cet auteur. Emigré politique, Nagy-Talavera a écrit un livre sérieux mais sa « situation d'émigré » pèse sur le contenu du livre. Le livre est « idéologique » à sa manière, c'est-à-dire qu'il subordonne le processus cognitif à une « idée préconçue » (ou ; politiquement déclarée). Il est réellement difficile, en étudiant le fascisme, de se couper de l'idéologie mais dans le cas de Nagy-Talavera » l'idéologie « ne finit pas avec « être contre le fascisme », ce qui est assez facile. La difficulté, en comparant les situations, est de conserver un objectivisme apparemment évident mais si rare en pratique. Lorsqu'on admet, consciemment ou non, les catégories d'évaluation d'après une affinité culturelle ou simplement émotionnelle (quel fascisme était « meilleur », soit « plus doux » ?) les études comparatives n'ont guère de chances de succès.

La mesure la plus sûre de l'évaluation est donnée par les résultats, c'est-à-dire les dimensions des improbités commises. Dans ce cas la supériorité de l'hitlérisme est si évidente que toutes les comparaisons n'ont aucune raison d'être ; même les

crimes commis par les formations militaires, les institutions et les individus dans les pays satellites du Troisième Reich, ou les groupements collaborant avec le Troisième Reich sur les territoires occupés, étaient le plus souvent inspirés par ses organismes, avec leur accord.

La graduation d'après les résultats ne s'achève pas sur le crime. Leur ampleur fut possible, surtout, parce que le pouvoir du fascisme hitlérien était puissant — d'abord dans son propre pays, puis sur les territoires occupés pendant la guerre. Si l'on plaçait sur une échelle les valeurs correspondant aux principes les plus simples de la qualification du pouvoir : « le poids » (la force), « l'étendue » et « le domaine » (la portée) (H. D. Lasswell, A. Kaplan, *Power and Society*, 1950) \*, il apparaîtrait alors que parmi les organisations fascistes qui ont réussi à conquérir le pouvoir dans le pays, aucun ne « possédait autant de pouvoir » que l'organisation politique NSDAP, Hitler et son élite en tête.

Ici se pose impérieusement la question : pourquoi ? Était-ce dû au potentiel économique de l'Allemagne, à ses traditions historiques, aux particularités spécifiques du « caractère national » qui étaient liées à ces traditions, si toutefois le caractère national peut être analysé pour en distinguer les éléments ? Ou plutôt — en suivant l'interprétation dialectique — toutes ces particularités réunies et d'autres encore parmi lesquelles la personnalité démoniaque de Hitler trouve une place ?

L'historiographie mondiale se pose ces questions depuis de nombreuses années et nous devons convenir que ses réalisations sont importantes. Je ne veux pas me livrer à des classifications et des appréciations mais la seule caractéristique des « écoles », courants, mouvements et méthodologies mériterait une élaboration. On sait que les études de ce genre sont assez nombreuses : depuis le premier essai d'après-guerre fait par A. Whiteside (*The Nature and Origins of National Socialism*, *Journal of Central European Affairs*, XVIII-1957) jusqu'au récent essai de B. Hagtvet (*The Theory of Mass Society and the Dissolution of Parliamentary Democracy*) à la conférence internationale consacrée aux études comparatives, en juin 1974, à Bergen, où l'auteur ne s'occupe que des représentants de l'interprétation de la « société de masse » en tant que base sociale des fascismes. Toutes sont utiles à leur manière. L'image du Troisième Reich pèse si lourdement sur celle du grand fascisme que même les tentatives d'une description générale du « fascisme » se ramenaient à l'histoire de l'Allemagne hitlérienne, comme ce fut le cas de l'ouvrage collectif

\* Lasswell et Kaplan (*Power and Society*, N. Y. 1950, p. 70 et suiv.) représentaient la conception opérationnelle de la politique qui, dans l'histoire des doctrines politiques, commence peut-être avec Locke (*Two Treatises of Government*, livre II, chapitre I; « Political power, then, I take to be a right of making laws, with penalties of death and consequently of less penalties... »)

Je modifierais la taxonomie de Lasswell et Kaplan, en conservant le principe opérationnel et phénoménologique. Je ne m'intéresse donc pas au « sens » mais au « phénomène » du pouvoir mesuré d'après 1) « la force », soit le quotient du nombre des décisions et des auteurs des décisions (moins de personnes décident, d'autant plus le pouvoir est « fort »); 2) « l'étendue » ou nombre des personnes réellement subordonnées aux décisions (que ce soit arbitrairement ou par voie de persuasion) et 3) « la portée » ou nombre d'activités humaines soumises aux décisions du pouvoir.



publié en 1955 sous l'égide de l'UNESCO, intitulé « The Third Reich », qui contenait des articles des meilleurs spécialistes en la matière.

Revenons aux questions posées ci-dessus. Les questions sur les « sources » conduisent à leur tour sur le « sens », c'est-à-dire sur les particularités constitutives du phénomène que nous appelons fascisme. Le fascisme, qu'est-ce qu'il était donc et qu'est-ce qu'il en reste ? Le catalogue des définitions est vaste, il suffit d'ouvrir un dictionnaire quelconque (ils sont publiés dans le monde entier) pour se rendre compte qu'on y parle généralement du même sujet mais pas toujours en employant la même langue. Mais le terme « généralement » se révèle trompeur lui aussi. Le fascisme est habituellement défini d'une manière « topologique » et statique, pour ainsi dire « au point d'arrêt », lorsqu'il était au sommet du succès, ou quand il avait disparu, ou quand il devait être détruit. A elle seule l'histoire du terme « fascisme », sa conception dans les divers pays et à diverses époques, indique qu'il faut suivre une autre voie.

Je ne pense pas que l'interprétation génétique soit la seule directive cognitive. Il me semble pourtant que le comparaisons doit commencer par la description, comme l'a si justement écrit Angelo Tasca il y a quarante ans (« pour définir le fascisme, il faut le décrire ») qui était un excellent spécialiste du fascisme.

Décrire des doctrines et des programmes, des organisations et leurs activités, des succès et des défaites, c'est créer un cycle de monographies pour assembler ensuite des particularités respectives et communes. Ce n'est rien d'autre que faire face à des obstacles qui peuvent se révéler insurmontables, notamment lorsque nous sommes dépourvus d'une définition commune permettant de commencer à partir d'un modèle.

On peut faire autrement. En admettant que tous les mouvements fascistes étaient une source de conflits dramatiques au sein de l'ordre bourgeois existant (qu'ils voulaient modifier conformément à leur propre programme), on peut chercher les sources de ces conflits pour déterminer la direction suivie par le mouvement qui était partout un « mouvement en arrière » mais à un rythme différent et qui atteignait à des positions diverses dans la sphère de la politique — en raison de nombreux facteurs, ceux-là mêmes que nous voulons étudier. Evidemment nous avons d'abord besoin de l'inventaire des diverses formes du fascisme, et la situation changeante de l'Europe centre-orientale et méridionale\* en raison d'une situation politique

\* Ces notions sont peu nettes et relatives dans la tradition européenne. Pour les Français et les Allemands de l'Ouest, l'« Europe centrale » c'est le territoire qui comprend l'Allemagne, l'Autriche, la Suisse, le Danemark et même la Hollande, la Belgique et le Luxembourg. Pour nous l'Europe centrale comprend encore notre pays, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, les pays baltes, selon les opinions de l'entre-deux-guerres, on parlait rarement des « pays du Nord », employant le terme de « pays scandinaves » parmi lesquels on comptait le Danemark et la Finlande. En vue de simplifier, nous employons le terme « Europe centre-orientale » pour désigner la région qui s'étend entre 12° et 15° de latitude et 45° et 55° de longitude à peu près. L'« Europe méridionale » — bien que ce ne soit pas tout à fait juste — ce sont les pays de la presqu'île balkanique, du Peloponnèse mais aussi

extrêmement instable, de la multitude de groupements politiques — souvent éphémères, des programmes imprécis, d'une clientèle électorale nettement définie dans les conditions d'un système parlementaire limité ou simulé.

Cette opération faite, on peut tenter une comparaison préliminaire de l'infrastructure économique et civilisatrice, car c'est dans ces domaines que commence la division de l'Europe en zones distinctes, dont les limites ne correspondent pas toujours aux stéréotypes et qui ne dépendent pas seulement d'un potentiel économique mesuré en unités de poids de la production annuelle, p.ex. de la houille, du fer et de l'acier, ni même en valeur du produit global mesuré en monnaie étalon.

Ce ne sont pas encore des preuves suffisantes de bien-être ni de répartition des biens parmi la société, ce ne sont certainement pas des indices suffisants pour permettre d'établir la hiérarchie de l'infrastructure sur laquelle se crée une culture définie et la participation à cette culture.

La division en riches et en pauvres, en exploités et exploités, provenait des mêmes sources de classe pour l'Europe tout entière, mais l'exploitation elle-même était déterminée par le genre de production et le degré d'organisation à l'intérieur des classes sociales. C'est une vérité banale qui mérite d'être rappelée, car la mosaïque des divisions (et des antagonismes) de classe ne donnait pas des relations symétriques avec un partage en groupements politiques, à commencer par la division élémentaire et simpliste en « droite » et en « gauche ».

Le recueil d'une plus grande quantité de données puisées dans les statistiques officielles et moins officielles, comme cela a lieu dans les comparaisons contemporaines de la politologie occidentale (surtout américaine), p.ex. dans l'ouvrage « World Handbook of Political and Social Indicators » (1964) de B. M. Russett, en collaboration avec H. R. Alker Jr., K. W. Deutsch et H. D. Lasswell, conduit à des comparaisons plus exactes mais qui peuvent tout au plus servir de base à l'étude de l'étiologie et non des motifs des conflits politiques à l'intérieur de l'Etat ou à l'échelle internationale. Tout dépend évidemment du choix des données et ensuite du nombre et de l'authenticité des sources. Les tentatives plus ambitieuses — je pense notamment aux recherches commencées il y a un quart de siècle par le psychologue américain B. B. Cattell (The Principle of Culture Patterns Discoverable in the Syntel Dimensions of Existing Nations, « Journal of Social Psychology » 1950) et sa théorie des « particularités syntaliques » dans les cultures nationales (« syntality » signifie « personnalité » d'une nation, ou mieux — des citoyens ou habitants d'un pays) — sont certainement dignes d'attention; j'estime toutefois qu'on doit les aborder avec prudence ne serait-ce qu'ils laissent échapper les thèmes irrationnels dans les activités politiques, et ces thèmes apparaissent à chaque pas lorsque nous avons affaire aux diverses formes du fascisme. Néanmoins, comme tous les phénomènes politiques, le fascisme existe dans un système défini de temps

---

de la presque île ibérique. Nous pouvons exclure l'Italie de cette classification, son régime politique ayant été défini tout au début — après la victoire du fascisme. Mais cela n'équivaut pas à « rayer ce pays de la carte » dans le contexte comparatif.

et d'espace et fonctionne dans des conditions historiques concrètes. Ces conditions, ce sont les activités humaines déterminées par les produits des activités des générations précédentes que l'on peut observer et, parfois, mesurer. Il semble donc juste de commencer par l'infrastructure, si l'on veut comparer les fascismes européens.

## II

Dans le livre publié à Vienne en 1930, rédigé et inspiré par l'historien autrichien (d'origine polonaise, d'ailleurs) Otto Forst-Battagli, intitulé « Prozess der Diktatur » renfermant des essais au sujet des dictatures, un article était d'Emil Vandervelde, doyen de l'Internationale socialiste. L'article contenait un passage caractéristique qui mérite d'être cité en entier ; « Traçons à travers l'Europe une ligne imaginaire qui passe par-dessus les frontières politiques de Kovno à Bilbao par Cracovie et Florence — écrit l'auteur — et nous constaterons que dans une partie d'Europe règne le cheval joint à la dictature, et dans l'autre partie les chevaux mécaniques joints à la démocratie » (termes soulignés dans le texte original). La métaphore est transparente. Vandervelde opposait l'Europe orientale agricole et arriérée à l'Europe occidentale industrialisée et développée.

Entre une prévision généralement juste de l'avenir (la menace planant sur la classe de la bourgeoisie incite toujours à la recherche des formes dictatoriales) et le slogan antibolchévique typique pour les héritiers posthumes de la II Internationale (le bolchévisme est la même dictature que le fascisme, bien que « meilleur » qu'une contre-révolution potentielle), cette phrase correspond aux idées professées sur la division en deux de notre continent, et plus exactement — de l'Europe capitaliste et aristocratique. C'est bien autre chose, quant aux implications politiques de cette construction brillante mais douteuse. Tout simplement les réalités la contredisaient. Par exemple, c'était tout au moins manquer de discernement que de parler de démocratie dans le cas de l'Etat allemand, hautement industrialisé, il est vrai mais profondément miné par la dictature. Il en était de même pour l'ensemble du raisonnement.

En appliquant la méthode d'« indicateurs sociaux » à l'Europe capitaliste d'entre-deux guerres, dans les limites permises par les sources \*, j'ai essayé de confronter des données sur la division et les mouvements de la population, ainsi que sur le développement de l'économie et des aménagements culturels, délaissant les indices traditionnels (production de l'industrie lourde, valeur globale du commerce extérieur, circulation des capitaux) pour me concentrer sur ceux que l'on peut certainement associer au niveau culturel et à un bien-être relatif.

\* J'ai puisé des données principalement dans « The Statesman Yearbook » et « Statistik des Deutschen Reiches » (statistique internationale) et dans les documents d'organisations internationales. Les données proviennent de la période d'avant la grande crise de 1929-1930, tenant compte des écarts imposés par les sources. Les données manquaient pour certains pays (Albanie), d'autres n'ont pu être utilisées, car elles ne satisfaisaient pas à l'exigence de « territorialité » (Islande, Luxembourg et de petites républiques : Lichtenstein, San Marino, Andorre, Monaco).

Dans le premier groupe c'étaient des indices de : 1) densité du peuplement, 2) du pourcentage des habitants des villes (de plus de 20.000 et 1 million), 3) du pourcentage de la population employée dans les professions non agricoles, 4) d'accroissement naturel de la population, 5) du nombre de décès par unité de population, 6) du nombre de décès dus à la tuberculose (par unité de population), 7) du nombre de suicides, 8) de mortalité infantile et 9) d'émigration outre-mer.

Le second groupe commence par : 1) le chiffre d'affaires du commerce extérieur calculé par habitant (exportations et importations) en monnaie convertible, 2) la production des quatre céréales à l'hectare, 3) la longueur des voies ferrées par unité de surface, 4) la consommation d'énergie électrique par habitant, 5) le nombre d'habitants par voiture particulière, 6) le nombre d'habitants par appareil téléphonique et 7) le nombre d'habitants par appareil récepteur de radio.

Il est malheureusement difficile de comparer le niveau culturel. Il est difficile de réunir des données sur le nombre réel des analphabètes (conformément à la recommandation de la Ligue des Nations, les statistiques de la plupart des pays européens contiennent des données sur les personnes assujetties à l'obligation scolaire ; il convient donc de se baser sur des chiffres estimatifs et sur les élaborations monographiques), sur le réseau des bibliothèques publiques et le tirage des quotidiens.

Néanmoins les deux groupes d'indices — à la fin du premier groupe figurent des indices de « maux sociaux » — s'ils ne corrèlent pas intérieurement dans le sens exact du terme (du calcul de corrélation) et ne présentent pas de relations symétriques aux indices du deuxième groupe — permettent toutefois de circonscrire la division de l'Europe en zones de « développement » et d'« arriération » en indiquant que la ligne de partage ne sépare pas les deux zones aussi nettement que le voudrait Emil Vandervelde.

Mais il est certainement possible de distinguer les pays au niveau social et culturel relativement élevé, possédant un système politique stabilisé : une représentation parlementaire à activité relativement efficace et un gouvernement à cabinet. Ensuite se placent les pays pauvres et arriérés, secoués de crises politiques fréquentes, au système parlementaire défaillant au point de céder tôt ou tard à la dictature militaire ou civile.

Dans le premier groupe figuraient la Grande-Bretagne, la Hollande, la Suisse, la Belgique, le Danemark et la Suède, dans le second la Bulgarie, la Yougoslavie, la Roumanie, la Pologne, les pays baltes et la Hongrie. Dans le premier cas nous pouvons admettre un ordre « de haut en bas », dans le second — « de bas en haut » bien que les valeurs des indices respectifs ne se classaient pas en ordre idéal.

Au milieu — ici les indices oscillaient sensiblement (p.ex. la France était le pays européen le plus motorisé, après la Grande-Bretagne) — s'étend la zone qui peut être appelée « intermédiaire », car dans cette zone ne se manifestaient pas nettement des écarts, parfois frappants, dans le développement. La France, dont les indices démographiques et culturels (la motorisation exceptée) différaient nettement des pays pilotes, devançait nettement l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie ; à leur tour,

ces trois pays devançaient fortement la Norvège et la Finlande, et encore plus la Grèce, l'Espagne et le Portugal, quoique la situation des pays méridionaux à climat doux fût plus favorable, ce que semblent refléter les indices démographiques.

Il est vrai que de nombreux Italiens et Grecs émigraient outre-mer (l'Italie ne cédait qu'à la Pologne) mais n'oublions pas que le colonialisme avait encore une grande importance économique et sociale pendant l'entre-deux-guerres. Aussi bien les pays au sommet de l'échelle (la Grande-Bretagne, la Hollande, la Belgique) que ceux qui les suivaient (la France, l'Italie) en profitaient ; on peut admettre que les propriétés sur les continents étrangers, ou plutôt les possibilités économiques qui s'y rattachaient, contribuaient à alléger les conflits sociaux.

Les indices précités ne se rapportent qu'indirectement à la moelle de la structure sociale. Ils omettent notamment la structure agraire, puisqu'on ne peut en déduire la répartition de la propriété terrienne.

Mais une observation même superficielle des rapports économique-sociaux, tout au moins en Europe centrale et orientale, ne permet pas de considérer que le maintien anachronique de la grande propriété foncière (la « grandeur » est une notion relative qui dépend des capitaux engagés dans l'exploitation et de l'intensité des cultures) favorisait la droite radicale à caractère profasciste — comme le mouvement « Lappo » en Finlande — ou quasiment fasciste. Et inversement : l'existence de la grande propriété foncière allait habituellement de pair avec le morcellement et le caractère particulièrement arriéré des petites exploitations. La population rurale constituait ici (comme en Pologne et en Hongrie) la clientèle traditionnelle des partis paysans — une curiosité politique de la région centre-orientale européenne. Les partis paysans penchaient vers la gauche, de plus en plus radicale d'ailleurs, devenant l'allié naturel des partis ouvriers révolutionnaires, c'est-à-dire des communistes.

Par ailleurs n'oublions pas que la persistance de la grande propriété foncière, qui pratiquait une exploitation extrêmement extensive, multipliait la couche des travailleurs agricoles qui, dans les conditions européennes, comme classe était un sous-prolétariat. Par exemple, dans les provinces orientales de Pologne, l'ouvrier agricole gagnait dix fois moins qu'un métallurgiste qualifié de Haute-Silésie et ne bénéficiait en pratique d'aucune assurance sociale.

En Pologne la réforme agraire était mise en oeuvre avec lenteur (sa promulgation avait été influencée par la menace pesant sur les classes possédantes, en 1920) : il en était autrement en Roumanie, où elle visait surtout des propriétaires étrangers. Un parti paysan puissant (tarantisti) représentait davantage les intérêts des propriétaires, se plaçant plus près du centre que les partis paysans polonais ; mais les fascistes du parti de Corneliu Corneanu étaient soutenus par les ruraux roumains, davantage — semble-t-il — que dans les autres régions de cette partie de l'Europe. Cela était dû à l'ampleur des activités, à la détermination, à une tactique habile, à la capacité de trouver une langue commune avec la population rurale, mais par-dessus tout — aux mots d'ordre radicaux du programme.

Néanmoins en Europe centrale et orientale, tout comme dans les autres pays d'Europe (mais en tenant compte des particularités de la région centre-orientale) les mouvements fascistes naissaient dans les grandes villes, dans des collectivités qui échappent à des définitions nettes mais qui, en général, appartenaient partout à la même subculture caractéristique à l'époque donnée.

Il est certes plus facile d'établir sa caractéristique en Europe centrale et orientale, quoique des exemples à l'appui puissent être observés à l'ouest et au sud. Eugen Weber, dans son interprétation intéressante de l'histoire du mouvement fasciste roumain (« Die Männer des Erzengels », dans « Internationaler Faschismus 1920-1945 », reproduit du « Journal of Contemporary History », 1966) à juste titre attire l'attention sur le rôle politique des universités, ou plutôt des milieux étudiants, et même des écoliers plus âgés dans les sociétés dépourvues d'un forum politique authentique. La Roumanie était un pays de ce genre en dépit d'une forme constitutionnelle du parlementarisme ; la situation était la même en Pologne, dans les pays baltes, dans les Balkans, la presqu'île ibérique et le Péloponnèse. Nous pensons à l'état qui existait avant l'introduction d'une dictature ouverte, anéantissant jusqu'aux formes parlementaires.

Réfléchissons d'abord sur la toile de fond sociale. Dans les régions précitées d'Europe, notamment les régions orientales, les grandes villes — admettons que ce soient des villes d'un demi-million ou même d'un million d'habitants (Budapest, Varsovie, Riga, mais aussi Vienne, Munich ou Berlin) étaient de grands centres où circulaient les idées \* mais où les conflits sociaux s'accumulaient et frappaient les yeux.

La classe ouvrière s'installait habituellement en périphérie des grandes villes, mais dans cette zone gitaient également les miséreux, les travailleurs en chambre, les petits artisans qui mouraient de faim, le lumpenproletariat.

Aux yeux de la bourgeoisie petite et grande, les grandes villes, ou plutôt leurs faubourgs, étaient la pépinière du communisme ; il est vrai que là où il y avait de grands groupements de classe ouvrière, les partis communistes disposaient d'un terrain d'action propice bien que leur influence s'étendit à toutes les régions industrialisées, sans omettre la campagne. En outre les villes d'Europe centrale et orientale possédaient une particularité spécifique. La population juive s'y groupait — principalement les pauvres, petits-bourgeois et ouvriers, mais aussi les riches et influents, sur le pinacle aux yeux de l'opinion publique. D'après les estimations de « American Jewish Yearbook » de 1937, sur les 15 millions de Juifs au monde plus de 7,5 millions, soit presque exactement la moitié, habitaient l'Europe centrale et orientale. Dans la seule Pologne vivaient les 20 % de tous les Juifs, presque 10 % de l'ensemble de

\* Penchons-nous sur l'accumulation d'intellectuels, d'artistes et de journalistes, sans oublier les centres universitaires. Même les petits pays avaient de grands journaux à fort tirage (« Siegodnia » de Riga paraissant en langue russe, ou « Pester Lloyd » publié en allemand à Budapest), il y avait des revues littéraires qui influençaient l'opinion publique, des maisons d'éditions, des cafés littéraires — en un mot des zones d'action ou oeuvraient des groupements politiques organisés ou non.

la population de l'Etat polonais d'avant-guerre. En Roumanie — plus des 4 %, dans les autres pays (Hongrie, Autriche, Tchécoslovaquie) ils étaient moins nombreux, mais leur présence était visible partout, en particulier là où le peuplement était dense, où il était plus facile de les apercevoir \* et de chercher des spécificités hostiles.

Il est impossible de prouver, comme l'expliquait Hannah Arendt (« The Origins of Totalitarianism », 1951) que l'antisémitisme était l'inspiration universelle et un élément présent dans toutes les idéologies et tous les programmes des partis fascistes européens — selon le modèle hitlérien.

Le modèle hitlérien a certainement influencé les activités antisémites du gouvernement de Mussolini en Italie, en 1938/1939, et la législation raciste du gouvernement hongrois à la même époque, et pourtant on ne peut traiter sans réserves ce gouvernement de « fasciste ». Dans la première phase de l'activité du parti de Mussolini, on chercherait en vain des éléments antisémites, en particulier dans leur version raciste de « pureté du sang ». Un autre exemple éloigné du modèle est l'histoire du fasciste National Socialistische Bewegung d'Adrian Mussert en Hollande (54.000 membres en 1935), le parti le plus nombreux et le mieux organisé, de ce type, à l'ouest du Rhin. Pour diverses raisons, la Hollande était un pays qui ne connaissait pas l'antisémitisme. Il est vrai que le NSB acceptait d'abord dans ses rangs les Juifs — en quantité minimum, 150 membres (le successeur de Mussert, van Geelkerke, devait s'en expliquer devant les hitlériens amis), il est encore vrai qu'en raison de la vague croissante d'antisémitisme les fascistes hollandais projetèrent eux aussi de déporter les Juifs ... en Guyane (le « plan Mussert » de la fin de 1938). Mais, bien organisé et relativement fort, le parti hollandais s'était formé selon des principes étrangers au racisme puisque dans son programme figurait le projet de constituer un vaste empire de 65 millions d'habitants, dans leur immense majorité les peuples « de couleur » des colonies.

Nous considérons le racisme, même dans sa version allemande la plus extrême, comme un phénomène secondaire. Il faudrait peut-être dire qu'il fut plus « politique » qu'« idéologique » ou « économique », ce qui signifie que l'« ennemi racial » ou « de race étrangère » était en premier lieu un ennemi du point de vue politique. Un ennemi politique est toujours un reflet de l'ennemi de classe. On ne peut, certes, simplifier ni identifier l'objet de l'hostilité avec la construction stéréotypée de l'ouvrier révolutionnaire (ou du marxiste engagé), la réalité le déniait.

Quand on regarde de près le processus de la naissance des organisations fascistes dans les différents pays d'Europe, la ressemblance entre le contexte social des carrières des organisateurs et des dirigeants ne manque de frapper. Ces hommes — qui étaient habituellement des représentants de la couche inférieure ou moyenne de la

\* En Pologne la population juive se concentrait presque exclusivement dans les petites et les grandes villes de Pologne centrale, orientale et meridionale; en Roumanie — dans le Nord-Sud.

petite bourgeoisie — souvent isolés de leur classe, pouvaient se sentir lésés dans le régime en vigueur, en même temps que menacés par la poussée des forces révolutionnaires. Une révolution authentique tendant à abolir le régime existant, détruirait les chances d'avancement offertes par le régime et qui correspondaient à leur échelle des valeurs. En bref : des hommes qui se trouvaient en bas de leur secteur d'échelle sociale, souhaitaient s'élever, en changeant les systèmes intérieurs de l'ordre donné mais en conservant ses principes et ses valeurs.

Ce n'est là qu'une prémisse du raisonnement, une hypothèse, certainement insuffisante comme tout raisonnement monocasuel. Les mouvements fascistes se distinguaient partout par la haute température des sentiments et par la forte tension de l'idéologie. La condition sociale, même jointe à la dynamique de l'antagonisme de classe, n'est pas tout. L'idéologie, subordonnée à la politique et la servant, était l'élément indispensable des activités, dès le début radicales, dans les méthodes et buts politiques.

Pour comprendre la situation sociale dans toute la région centre-européenne, la notion de l'« *intelligentzia* » en tant que collectivité humaine distincte, possédant des caractéristiques communes définies par les critères politiques, paraît très utile. Cette notion, née presque simultanément en Pologne et en Russie durant les années quarante du siècle écoulé, donc au temps de la Sainte-Alliance en Europe, s'associait d'abord avec un engagement politique dans une cause qui, en règle générale, était la liberté, conçue peut-être différemment mais contraire à la politique et à l'opinion des gouvernements qui décidaient du destin du continent. Le membre de l'« *intelligentzia* » était non seulement un homme instruit, celui qui avait les manières « bourgeoises » (pour employer un terme français), qui exerçait « *geistige Berufe* » selon la notion allemande ; l'appartenance à l'« *intelligentzia* » doit s'évaluer en attitudes, si une telle mesure peut être transportée dans le passé. Dans tous les cas, à l'« *intelligentzia* » appartenait celui qui exprimait son attitude envers ses contemporains en tant que catégorie politique. Il est évident que l'instruction jouait ici un rôle de premier plan.

On peut admettre que l'état économique et social arriéré, en même temps que le faible degré de la division du travail en Europe centrale et orientale favorisaient la multiplication de l'« *intelligentzia* ». Pendant l'entre-deux-guerres, dans les conditions d'un chômage croissant, le nombre de diplômés augmentait, mais ces personnes n'avaient pas de travail ni ne pouvaient donner leur mesure en exerçant leur profession. Le membre de l'« *intelligentzia* » avait vécu la guerre, il avait été le témoin et le participant de la catastrophe, avait été mêlé à un conflit historique. Il ressentait d'autant plus fortement la frustration causée par les dommages réels ou supposés infligés à sa collectivité politique, il pouvait s'estimer « condamné à la politique ».

En Europe centre-orientale comme sur tout le continent il y avait un nombre assez appréciable de membres de l'« *intelligentzia* » (c'est-à-dire de personnes possédant les caractéristiques décrites brièvement ci-dessus) qui adhérèrent au mouvement



ouvrier révolutionnaire. Mais bien d'autres se trouvèrent sur l'aile opposée. Les recherches consacrées au fascisme italien, allemand, roumain le confirment ; des observations semblables (pour le moment, superficielles) ont été faites sur la situation dans les autres pays.

### III

Nous passons ainsi imperceptiblement de l'infrastructure économique et culturelle à la sphère sociale et civilisatrice, tout en examinant les conditions objectives des phénomènes politiques. Nous touchons maintenant à la notion d'« attitude » — celle des motifs des activités politiques.

Dans ce domaine il semble difficile de chercher des traits communs, sauf un — l'antimarxisme, qui n'est pas le monopole des fascistes. A part lui il n'y avait pas de buts communs pour les partis et mouvements fascistes européens, même l'antisémitisme n'en était pas un — du moins jusqu'aux dernières années avant la guerre.

La lecture des programmes des partis, des discours de leurs dirigeants, des énonciations dans la presse et les autres moyens de connaître les activités politiques révèlent des buts divergents même lorsque l'ennemi était proche et commun. Le fascisme était bien autre chose qu'une « internationale de la droite radicale » ; les buts multiples étaient en quelque sorte symbolisés par la couleur des chemises qui étaient noires, brunes, vertes ou bleues.

L'essai d'union des groupements nationalistes — plutôt des représentants des générations aînées et d'intellectuels dépourvus d'une base comme l'Action Internationale des Nationalistes (fondée au cours des années trente, avec une centrale à Berlin), ressemblait davantage à un club de discussion qu'à une organisation politique. Cette union groupait des personnalités d'Europe et des autres continents, sympathisantes de l'idée nationaliste (diversement conçue), ce qui était bien accueilli à Berlin et à Rome. Mais l'organisation ne devint même pas le porte-parole du futur Pacte Antikomintern et ne fournit pas de futurs collaborateurs. Elle n'eut pas de lendemain et fut une curiosité de plus dans le paysage politique de l'entre-deux-guerres.

Les affinités dites spirituelles, les relations mutuelles ou de simples déclarations de sympathie ne peuvent être considérées comme des confirmations de la communauté tant que n'apparaissent pas des liens politiques véritables ou même des alliances militaires du genre du Pacte Antikomintern ou du Patto d'acciao. Quant à nous, nous cherchons ce qui était commun, tout au moins ressemblant, mais dans son propre contexte, dans le système « national » de temps et d'espace, dans le processus historique du pays.

Les deux premières particularités qui s'imposent impérieusement, sont le nationalisme et l'anticommunisme — le premier en tant que proposition positive (tendance à ce que l'on souhaite réaliser), le second — en tant que proposition négative (ou tendance à détruire).

Les dictatures ou, si l'on veut, les systèmes antiparlementaires (ou « extracon-

stitutionnels », d'après la définition euphémique du juriste français B. Markine-Guezevitch), étaient nationalistes bien que généralement dans la forme traditionnelle du XIXe siècle (le revisionnisme des frontières y jouait un rôle important — en Hongrie notamment) et irréductiblement anticommunistes ; avec le temps elles éliminèrent en Europe centrale et orientale les régimes parlementaires, là où ils existaient en résultat de la vague révolutionnaire des années d'après-guerre. En quoi différaient donc les programmes des partis fascistes des dictatures « traditionnelles » avec lesquelles ils entraient souvent en conflit ?

Les particularités qui frappent les yeux et qui sont d'ailleurs conformes à la vérité, telles que « jeunesse », « dynamisme » ou enfin le caractère « de masse », resteront peu utiles pour la comparaison tant qu'elles ne seront pas rendues exactes. La méthode d'observation extensive, parfois étayée de techniques cognitives plus parfaites (comme dans le cas de NSDAP, PNF, en partie de la « Garde de Fer ») confirme, il est vrai, que les organisations fascistes se composaient d'abord de jeunes gens, qu'elles étaient actives, qu'elles cherchaient à se rallier de nombreux partisans et y réussissaient généralement. Ajoutons des éléments populistes et une orientation « plébéienne », authentique ou imaginaire selon que le groupe d'intellectuels frustrés parvenait ou non aux couches sociales réellement populaires — plutôt à la ville qu'à la campagne, parmi la classe ouvrière désorientée, touchée par la crise et le chômage, les petits artisans et les commerçants, davantage que parmi les paysans. Porter des chemises de couleur était un symbole unissant l'élément populiste (p.ex. les chemises noires étaient le costume des ouvriers italiens) et l'élément paramilitaire, une manipulation avec les tendances intuitives des partisans éventuels, avant de devenir une imitation des modèles étrangers. Il est peu aisé d'imaginer le fascisme sans les chemises de couleur et sans organisation sur le modèle militaire. Mais il est difficile de penser que les dirigeants des régimes autoritaires, p.ex. Primo de Rivera, Horthy ou même Antonescu durant la courte alliance avec le « Guardia di Fier » aient consenti à un tel accoutrement.

Une organisation paramilitaire disciplinée subissant le charisme du commandant (c'est le titre dont se paraient volontiers tous les dictateurs !) voilà la caractéristique qui s'associe à une particularité de plus attribuée au fascisme. Il s'agit notamment du recours à la violence dans les activités politiques, qui prenait parfois la forme de terreur ; ce n'était donc pas un phénomène secondaire (qui peut accompagner toutes les luttes politiques aiguës) mais un élément permanent de l'action.

Et réellement ; une analyse superficielle des actes de violence dans la politique de tout l'entre-deux-guerres indique que l'extrême-droite domine sur les autres groupements politiques, ne serait-ce que du point de vue du nombre des attentats contre les chefs d'Etat et les hommes d'Etat éminents. Jusqu'à la Première Guerre mondiale c'étaient les anarchistes qui primaient dans ce domaine ; après la guerre les fascistes totalisent le plus d'assassinats pour des motifs politiques, ce qui est facile à prouver. Tous les doutes disparaissent, si l'on y ajoute les manifestations spontanées de violence pendant les démonstrations ou les échauffourées dans les

rués, sans parler de la terreur organisée et des massacres d'adversaires politiques là où les fascistes réussissaient à conquérir le pouvoir. Bref, partout et toujours le fascisme proclamait la violence et mettait ce principe en oeuvre non seulement comme un moyen d'action mais comme une directive idéologique supérieure.

Pourtant les régimes conservateurs, antiparlementaires, tels que celui de Primo de Rivera en Espagne ou de Horthy en Hongrie, ou encore les régimes civils semi-dictatoriaux de Dolfuss en Autriche (responsable de la répression sanglante du soulèvement ouvrier en 1934, à Vienne) et de Voldemars en Lituanie n'évitaient pas de recourir à la force quand il s'agissait de combattre le mouvement ouvrier ou de juguler les séparatismes nationaux. On connaît aussi des cas de persécution cruelle et brutale d'adversaires politiques dans les conditions d'un gouvernement parlementaire et du pluralisme politique, comme cela eut lieu pendant les années vingt en Pologne ou en Roumanie. La violence ne serait donc pas un élément distinctif si l'on ne tenait compte de ses proportions quantitatives.

La différence entre les systèmes appelés habituellement autoritaires (j'ai écrit à ce sujet dans le livre " Le pays de l'Etat d'exception ", chapitre I « Autoritarisme et fascisme ») et les systèmes fascistes ne peut être examinée que in abstracto, sur la base de l'ensemble de l'expérience historique. L'Espagne de Franco était-elle (et continue d'être) « fasciste » ou seulement « autoritaire » ? Le régime de Schuschnigg en Autriche avant l'Anschluss était-il « autoritaire » ou « fasciste » ? Si l'on tient compte des antagonismes idéologiques aigus comme en Pologne et en Roumanie, sont-ils dus aux seules différences de tactique ?

J'estime que les deux systèmes politiques, différents ne serait-ce que par leur forme abstraite (« idéale »), présentaient des similitudes mais il y avait des contrastes certains. La forme autoritaire du gouvernement avait davantage de chances de succès dans les pays arriérés où la population manifestait peu d'activité politique, où les fascistes ne trouvaient pas facilement un appui dans la masse qu'ils ne réussissaient pas à rendre dynamique. Ce n'était pas une règle mais la dépendance entre l'infrastructure de la société et son système politique attire ici l'attention.

Pourtant des groupements fascistes existaient dans les pays arriérés et les pays développés à côté des groupements et partis conservateurs et réactionnaires — militaires et civils. Ces derniers essayaient, avec plus ou moins de bonheur, d'organiser des monopartis de masse (ils n'y arrivèrent qu'en Espagne) mais ils ne furent nulle part identiques au véritable mouvement fasciste, né spontanément sur un fond existant de réalités sociales. Je pense que les thèmes sociaux et nationalistes issus des conflits sociaux et nationaux étaient la source indispensable et l'élément des fascismes en action, et c'est par cela qu'il faudrait commencer les études comparatives du phénomène à une échelle plus vaste que l'histoire d'un seul pays.

Le principe préliminaire dont découlent les directives en vue des recherches futures, est le suivant : il n'y avait pas et il n'y a pas de fascisme sans fascistes. En conséquence, il faudrait étudier ces phénomènes *in statu nascendi* par le truchement de l'analyse sociologique (dans la mesure du possible),

en puisant (également selon les possibilités) dans les archives personnelles conservées et plus facile dans les produits de la culture de masse. Combien instructive est la lecture des journaux, brochures, matériel de propagande, surtout lorsqu'elle est étayée d'une étude rétrospective des attitudes, comme c'est le cas des matériaux uniques recueillis par Theodore Abel, relatifs aux hitlériens (*Why Hitler Came into Power?* 1938). Des bribes de relations et de confidences personnelles, si elles sont authentiques et non pas enrobées de littérature (les *Mémoires du volontaire français SS*, publiées en 1946 par les « Temps Modernes » de Sartre peuvent servir d'exemple ; un « Lacombe Lucien » sans le fatras de la littérature) ne permettent pas de généraliser mais elles nous introduisent dans le climat des relations humaines, et plus exactement, permettent de percevoir d'autres particularités dans les communautés humaines, dont dépend le déroulement du processus historique.

Nous arrivons ainsi à la possibilité d'établir des éléments pour la sociologie politique. Pour les historiens de notre génération, ce n'est pas encore nécessairement une « sociologie projetée dans le passé » mais plutôt celle des phénomènes puisque tant de participants et de témoins du drame vivent encore. Il importe que cela ne devienne pas une tâche pressante à l'avenir, quand le fascisme cessera d'être une « quantité négligeable » sur notre continent.

- Fasc. 24. IGOR ANDRIJEW, *Le refus des aliments en droit pénal polonais, dans consistant à se soustraire à l'obligation alimentaire*, p. 16.
- Fasc. 25. JANINA ROSEN-PRZEWORSKA, *Les sculptures de Sześć et le problème critique en Pologne*, 1962, p. 26.
- Fasc. 26. JERZY STAROŚCIAK, *Problèmes de la codification de droit administratif en Pologne*, 1962, p. 20.
- Fasc. 27. STANISŁAW KOLBUSZEWSKI, *Le théâtre de Stanisław Wyspiański*, 1963, p. 24.
- Fasc. 28. JÓZEF LITWIN, *Les conflits d'attributions entre les organes administratifs et les tribunaux de droit commun d'après un projet de loi polonais de 1962*, 1963, p. 24.
- Fasc. 29. WITOLD CZACHÓRSKI, *L'obligation alimentaire d'après le droit polonais*, 1963, p. 24.
- Fasc. 30. KAZIMIERZ SMULIKOWSKI, *Les écolites et leur genres au cours de métamorphisme régional*, 1963, p. 28.
- Fasc. 31. JÓZEF GIEROWSKI, *Nouvelle orientation de la recherche historiographique sur la Silésie 1945-1962*, 1963, p. 19.
- Fasc. 32. PIOTR ZARĘBA, *Les principes du développement des villes portuaires*, 1963, p. 24.
- Fasc. 33. EUGENIUSZ MGDLEŃSKI, *Aspects juridiques de la représentation ouvrière dans les entreprises en Pologne*, 1963, p. 20.
- Fasc. 34. JULIUSZ STARZYŃSKI, *Delacroix et Chopin*, 1963, p. 24 + 16 ill.
- Fasc. 35. BOGUSŁAW LEŚNODORSKI, *Institutions polonaises au siècle des Lumières*, 1963, p. 44.
- Fasc. 36. WITOLD HENSEL, *Méthodes et perspectives des recherches sur les centres ruraux et urbains chez les Slaves VII-VIII siècles*, 1963, p. 88.
- Fasc. 37. WITOLD NOWACKI, *Sur certains problèmes dynamiques de la thermoélasticité*, 1963, p. 24.
- Fasc. 38. WŁADYSŁAW KURASZEJEWIĆZ, *L'origine du polonais littéraire*, 1963, p. 13.
- Fasc. 39. STEFANIA SKWARCZYŃSKA, *Mickiewicz et la révolution de Francfort en 1833*, 1963, p. 20.
- Fasc. 40. KALIKST MORAWSKI, *Le roman historique moderne en France*, 1963, p. 20.
- Fasc. 41. PAWEŁ SZULKIN, *Leçons sur la théorie des ondes électromagnétiques*, 1963, p. 112.
- Fasc. 42. STANISŁAW BEREZOWSKI, *Cracovie et sa région. Exemple de méthode de régionalisation économique*, 1964, p. 42.

## CONFÉRENCES

PUBLICATION DU CENTRE SCIENTIFIQUE DE  
L'ACADÉMIE POLONAISE DES SCIENCES, À PARIS

Rédacteur en Chef et Directeur du Centre

Prof. dr Bolesław Kalabiński

74, rue Lauriston, Paris 16<sup>e</sup>

tél. 553-51-91

Bulletin : Fasc. 13-16. *Études Coperniciennes*, 1955-1957. Fasc. 17. Adam Klewański et Toulouse, 1959, Fasc. 18/1. J. U. Niemcewicz, 1960.

### Conférences :

- Fasc. 19. WITOLD POGORZELSKI, *L'activité scientifique de la section des équations intégrales de l'Institut Mathématique de l'Académie Polonaise des Sciences*, p. 10.  
ARKADIUSZ PIEKARA, *Sur l'effet de la saturation diélectrique et son rôle dans la chimie des composés organiques*, p. 5.
- Fasc. 20. JANUSZ LECH JAKUBOWSKI, *Aperçu des recherches scientifiques concernant la technique des hautes tensions à Varsovie*, p. 24.
- Fasc. 21. KAZIMIERZ LEPSZY, *La Renaissance en Pologne et ses liaisons internationales*, p. 20.
- Fasc. 22. JÓZEF HURWIC, *Les méthodes de vulgarisation scientifique dans les pays de l'Est*, p. 20.
- Fasc. 23. JÓZEF HURWIC, *Recherches diélectriques sur les interactions moléculaires dans les systèmes liquides à deux composants*, p. 16.
- Fasc. 24. IGOR ANDREJEW, *Le refus des aliments en droit pénal polonais, délit consistant à se soustraire à l'obligation alimentaire*, p. 16.
- Fasc. 25. JANINA ROSEN-PRZEWORSKA, *Les sculptures de Ślęza et le problème celtique en Pologne*, 1962, p. 26.
- Fasc. 26. JERZY STAROŚCIAK, *Problèmes de la codification du droit administratif en Pologne*, 1962, p. 20.
- Fasc. 27. STANISŁAW KOLBUSZEWSKI, *Le théâtre de Stanisław Wyspiański*, 1963, p. 24.
- Fasc. 28. JÓZEF LITWIN, *Les conflits d'attributions entre les organes administratifs et les tribunaux de droit commun d'après un projet de loi polonais de 1962*, 1963, p. 24.
- Fasc. 29. WITOLD CZACHÓRSKI, *L'obligation alimentaire d'après le droit polonais*, 1963, p. 34.
- Fasc. 30. KAZIMIERZ SMULIKOWSKI, *Les éclogites et leur genèse au cours de métamorphisme régional* 1963, p. 28.
- Fasc. 31. JÓZEF GIEROWSKI, *Nouvelle orientation de la recherche historiographique sur la Silésie 1945-1962*, 1963, p. 19.
- Fasc. 32. PIOTR ZAREMBA, *Les principes du développement des villes portuaires*, 1963, p. 34.
- Fasc. 33. EUGENIUSZ MODLIŃSKI, *Aspects juridiques de la représentation ouvrière dans les entreprises en Pologne*, 1963, p. 20.
- Fasc. 34. JULIUSZ STARZYŃSKI, *Delacroix et Chopin*, 1963, p. 24+16 ill.
- Fasc. 35. BOGUSŁAW LEŚNODORSKI, *Institutions polonaises au siècle des Lumières*, 1963, p. 44.
- Fasc. 36. WITOLD HENSEL, *Méthodes et perspectives des recherches sur les centres ruraux et urbains chez les Slaves VII-VIII siècles*, 1963, p. 88.
- Fasc. 37. WITOLD NOWACKI, *Sur certains problèmes dynamiques de la thermoélasticité*, 1963, p. 24.
- Fasc. 38. WŁADYSŁAW KURASZKIEWICZ, *L'origine du polonais littéraire*, 1963, p. 13.
- Fasc. 39. STEFANIA SKWARCZYŃSKA, *Mickiewicz et la révolution de Francfort en 1833*, 1963, p. 20.
- Fasc. 40. KALIKST MORAWSKI, *Le roman historique moderne en France*, 1963, p. 20.
- Fasc. 41. PAWEŁ SZULKIN, *Leçons sur la théorie des ondes électromagnétiques*, 1963, p. 112.
- Fasc. 42. STANISŁAW BEREZOWSKI, *Cracovie et sa région. Exemple de méthode de régionalisation économique*, 1964, p. 42.

- Fasc. 43. MARIAN WERALSKI, *Le développement du système financier des entreprises d'État en Pologne*, 1963, p. 16.
- Fasc. 44. ALEKSANDER GIEYSZTOR, *La Pologne et l'Europe au Moyen Age*, 1963, p. 15.
- Fasc. 45. ZDZISŁAW FEDOROWICZ, *Problèmes de la planification financière dans une économie socialiste*, 1963, p. 16.
- Fasc. 46. STANISŁAW HUECKEL, *Recherches dans le domaine de la mécanique des sols sur modèles réduits*, 1964, p. 52.
- Fasc. 47. KALIKST MORAWSKI, *Le théâtre historique moderne en France*, 1964, p. 40.
- Fasc. 48. KAZIMIERZ DĄBROWSKI, *La désintégration positive. Problèmes choisis*, 1964, p. 64.
- Fasc. 49. STANISŁAW CHRZANOWSKI, *Réfrigération à l'eau et à l'air dans établissements industriels et les centrales électriques*, 1964, p. 12.
- Fasc. 50. IGNACY ADAMCZEWSKI, *Sur le mécanisme de l'ionisation et de la conductibilité électrique dans les liquides diélectriques*, 1964, p. 56.
- Fasc. 51. HENRYK STAMATELLO, *Construction de souterrains pour collecteurs sous la Vistule à Varsovie*, 1964, p. 16.
- Fasc. 52. LAURA KAUFMAN, *La « métamorphose » chez le pigeon. Températures biocinétiques et viscosité du sérum sanguin chez les vertébrés*, 1964, p. 36.
- Fasc. 53. ZOFIA LIBISZOWSKA, *Certains aspects des rapports entre la France et la Pologne au XVII<sup>e</sup> siècle*, 1964, p. 36.
- Fasc. 54. STANISŁAW HUECKEL, *Sur les recherches scientifiques polonaises dans le domaine de l'hydraulique maritime. Calcul de la flottabilité des caissons à fond*, 1964, p. 44.
- Fasc. 55. JANINA KULCZYCKA-SALONI, *Zola en Pologne*, 1964, p. 16.
- Fasc. 56. WITOLD CZACHÓRSKI, *Droit de famille des pays socialistes européens*, 1965, p. 24.
- Fasc. 57. KAZIMIERZ DĄBROWSKI, *Personnalité, psychonévroses et santé mentalé d'après la théorie de la désignation positive*, 1965, p. 40.
- Fasc. 58. TADEUSZ KOTARBIŃSKI, *Les origines de la praxéologie*, 1965, p. 18.
- Fasc. 59. ZBIGNIEW BAŃKOWSKI, *Adénosinotriphosphatases nucléaires dans le foie normal, en voie de régénération, dans l'hépatome et après irradiation*, 1965, p. 14+ill.
- Fasc. 60. KAZIMIERZ DĄBROWSKI, *Psychothérapie des névroses et des psychonévroses et l'instinct de la mort, d'après la théorie de la désintégration positive*, 1965, p. 24.
- Fasc. 61. LEON ZAWADOWSKI, *Le rapport sémantique objectif. Fonction de la substance dans la langue* 1965, p. 30.
- Fasc. 62. MARIAN WERALSKI, *Le budget de la République Populaire de Pologne, son rôle, sa structure et sa technique*, 1965, p. 18.
- Fasc. 63. JERZY STAROŚCIAK, *La participation des citoyens à l'exercice de l'administration dans la République Populaire de Pologne*, 1965, p. 16.
- Fasc. 64. ALEKSANDER LISOWSKI, *Application des systèmes d'analogie électrique à l'étude des poutres et portiques bi- et tridimensionnels à angles quelconques*, 1966, p. 22.
- Fasc. 65. ZDZISŁAW STIEBER, *Les relations historiques entre les langues slaves de l'Est et de l'Ouest*, 1966, p. 12.
- Fasc. 66. RYSZARD WŁODARSKI, MICHEL CABIAC, *Études et expériences récentes concernant la détermination de l'échauffement transitoire des câbles enterrés*, 1967, p. 52.
- Fasc. 67. ZDZISŁAW KORZEC, *Méthodes d'analyse des propriétés dynamiques des dispositifs semi-conducteurs*, 1967, p. 18.
- Fasc. 68. CZESŁAW PODRZUCKI, *Les recherches polonaises sur l'emploi du coke moulé aux cubilots à vent froid et à vent chaud*, 1967, p. 22.
- Fasc. 69. HENRYK BUCHOWSKI, *Associations dans les liquides*, 1967, p. 18.
- Fasc. 70. TADEUSZ ADAMSKI, *Observations sur la croissance des cristaux par la méthode de la précipitation synchronisée*, 1968, p. 16.
- Fasc. 71. ROMAN S. INGARDEN, *Notion de température et pompage optique*, 1968, p. 18.

- Fasc. 72. KRYSZYNA POŻARYSKA, *Recherches sur les couches du tertiaire inférieur en Europe épi-continentale*, 1968, p. 16.
- Fasc. 73. MARIAN WEISS, *Les nouvelles possibilités de la rééducation des amputés — M.A.I.M.*, 1969, p. 24.
- Fasc. 74. ANDRÉ GUINIER, *L'oeuvre de Marian Smoluchowski*, p. 7. MACIEJ SUFFCZYŃSKI, *Corrélations coulombiennes dans un gaz électronique*, 1969, p. 11.
- Fasc. 75. JAN W. MOLL, *Les récents progrès dans le problème du diagnostic en chirurgie thoracique*, 1969, p. 37.
- Fasc. 76. JACQUES FILLACIER, BERNARD LASSUS, BOGDAN URBANOWICZ, ZOFIA SZYDŁOWSKA, *Recherche et application de la couleur dans ses rapports avec l'homme*, 1969, p. 35.
- Fasc. 77. LEON JAMROZ, *Recherches expérimentales sur les critères de résistance de la fonte*, 1970, p. 33.
- Fasc. 78. EDMUND CIEŚLAK, *Résidents français à Gdańsk au XVII siècle. Leur rôle dans les relations franco-polonaises*, 1969, p. 19.
- Fasc. 79. ERAZM ZABIEŁŁO, *Développement de l'industrie de construction navale en Pologne*, p. 12. WOJCIECH ORSZULOK, *Recherches et activités scientifiques de l'industrie de construction navale en Pologne*, 1970, p. 9.
- Fasc. 80. WITOLD NOWACKI, *Les problèmes dynamiques d'élasticité asymétrique*, 1970, p. 26.
- Fasc. 81. WOJCIECH KRZYSZTOF NOWACKI, *Sur certains problèmes aux limites des ondes-élasto-visco-plastiques*, 1969, p. 21.
- Fasc. 82. WŁODZIMIERZ DERSKI, *Problèmes de la consolidation des milieux poreux sous une charge*, 1969, p. 28.
- Fasc. 83. BEATA BOGDANIKOVA, *Les possibilités de l'immunosuppression*, 1970, p. 14.
- Fasc. 84. IRENA WOJNAR, *L'art comme instrument pédagogique intégral*, 1970, p. 35.
- Fasc. 85. ALEKSANDER KRUPKOWSKI, ZDZISŁAW PONIEWIERSKI, *Caractéristique des alliages de fonderie Al-Zn-Mg-Fe*, p. 10, *Sur la modification des alliages Al-Si*, 1970, p. 8.
- Fasc. 86. KAZIMIERZ DZIUNIKOWSKI, *Mécanisation et automatisation dans l'industrie houillère*, 1971, p. 16.
- Fasc. 87. *Aménagement de la montagne. Compte-rendu du III Colloque franco-polonais de géographie, mai 1969*, 1971, p. 228.
- Fasc. 88. WŁADYSŁAW POŻARYSKI, *Problèmes paléogéographiques de la bordure de la plate-forme de l'Europe Orientale en Pologne*, p. 11. KRYSZYNA POŻARYSKA, *La limite crétacé-tertiaire en Pologne*, 1971, p. 16.
- Fasc. 89. CZESŁAW KAJDAS, *Sur la composition et la structure des hydrocarbures lourds du pétrole*, 1971, p. 28.
- Fasc. 90. STEFAN KIENIEWICZ, *Les insurrections polonaises du XIX siècle et le problème de l'aide de la France*, 1971, p. 19.
- Fasc. 91. KRYSZYNA WIDY-KIERSKA, *Les izoenzymes de la lactico-déhydrogénase dans le serum des malades atteintes de cancers de l'appareil génital*, 1971, p. 22.
- Fasc. 92. JANUSZ GRONIEWSKI, *Membrane de revêtement des alvéoles pulmonaires*, 1973, p. 31.
- Fasc. 93. FLORENTYNA ŁABISZEWSKA-JARUZELSKA, CZESŁAW SADLIŃSKI, AGNIESZKA PISULSKA-OTREMBIA, ELŻBIETA MANSFELD, IRENA ŁYŻYCZKA, *Etude du bec-de-lièvre chez les enfants*, 1972, p. 44.
- Fasc. 94. IRA KOŹNIEWSKA, *Renouvellement et investissement d'un parc de machines*, 1972, p. 15.
- Fasc. 95. ALEKSANDER KRUPKOWSKI, ZDZISŁAW PONIEWIERSKI, *Applications des éprouvettes à dimensions réduites dans l'essai des résiliences métaux*, 1972, p. 16.
- Fasc. 96. TADEUSZ ŁEPKOWSKI, *Sociétés et nations latino-américaines*, 1972, p. 16.
- Fasc. 97. STANISŁAW LORENTZ, *Reconstruction du Château Royal de Varsovie*, 1972, p. 37.
- Fasc. 98. KRZYSZTOF DUNIŃ-WAŚOWICZ, *La résistance dans les camps de concentration nazis*, 1972, p. 11.

- Fasc. 99. STEFAN KIENIEWICZ, *Les chances de l'insurrection polonaise de 1863*, 1973, p. 17.
- Fasc. 100. JAN KACZMAREK, *Politique scientifique et recherche en Pologne*, 1972, p. 68.
- Fasc. 101. AGNIESZKA MUSZYŃSKA, *Vibrations nonlinéaires des arbres tournants*, 1973, p. 19.
- Fasc. 102. MARIA KRZEMIŃSKA-PAKUŁA, JEAN LÉON GUERMONPREZ, *Intérêt des phonomécanogrammes et de ventriculographie à l'évaluation de contractilité myocardique*, 1973, p. 13.
- Fasc. 103. KRYSZYNA ZAWILSKA, *Le rôle de plaquettes sanguines dans l'inflammation*, 1973, p. 19.
- Fasc. 104. PIOTR PERZYNA, *Théorie physique de la viscoplasticité*, 1974, p. 26.
- Fasc. 105. KRZYSZTOF DUNIN-WĄSOWICZ, *La résistance polonaise et l'insurrection du ghetto de Varsovie*, 1974, p.
- Fasc. 106. JEAN PAUL PALEWSKI, *Nicolas Copernic*, 1974, p. 20.
- Fasc. 107. HENRYK SZARSKI, *L'importance des mécanismes du rétroaction positive du cours de l'évolution*, 1974, p. 10.
- Fasc. 108. MARIAN WERAŁSKI, *Tendances du développement des systèmes fiscaux dans les pays socialistes*, 1974, p. 14.
- Fasc. 109. JAN SZCZEPAŃSKI, KAZIMIERZ ŻYGULSKI, WITOLD KIEŻUN, SALOMEA KOWALEWSKA *La science et la société*, 1975, p. 55.
- Fasc. 110. ZYGMUNT RYBICKI, WŁADYSŁAW BAKA, *La science polonaise. I. Le développement de la science et de l'économie au cours du trentenaire de la République Populaire de Pologne 1944-1974*, 1976, p. 30.
- Fasc. 111. JAREMA MACISZEWSKI, MARIAN WOJCIECHOWSKI, STANISŁAW LORENTZ, BOGDAN SUCHODOLSKI, *La science polonaise. II. Les sciences humaines de la culture au cours du trentenaire de la République Populaire de Pologne 1944-1974*, 1976, p. 60.
- Fasc. 112. OSKAR STARZEŃSKI, *Les prévisions basées sur modèle économétrique d'entrées-sorties*, 1976, p. 22.
- Fasc. 113. STANISŁAW HUECKEL, *Sur les recherches scientifiques polonaises dans le domaine de l'océanographie et de hydrotechnique maritime*, 1976, p. 36.





